

Liberté, Egalité, Autonomie

24 mai 2006

Ainsi donc, la société française serait en crise et son modèle social à bout de souffle. Au point que certains font aujourd'hui commerce de l'annonce répétée d'un « déclin ». L'heure serait donc à la nécessaire « rupture », sinon au « sursaut ».

Méfiance : une large partie de nos élites ne se remet pas du fait que la France n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut un temps. Pas facile d'avoir été - mais oui ! - la première puissance mondiale, d'avoir porté la langue universelle de la diplomatie, d'avoir donné au monde des idéaux universels avec la grande Révolution française et de se voir aujourd'hui ramené au rang de puissance moyenne, coincée entre la superpuissance américaine et le retour au premier rang de l'histoire des deux géants asiatiques. Fini le grand vent de l'histoire, l'heure est à la négociation avec les Polonais sur la libre circulation des plombiers. Au point que l'Europe elle-même nous déçoit : qu'il était beau ce projet tant qu'on pouvait imaginer qu'elle serait une France en grand, une manière de retrouver un peu de notre puissance passée. Mais avec cette Europe de boutiquiers, qui se contentent de mettre en commun ce qui peut profiter à leurs petits intérêts privés, pas de quoi susciter l'enthousiasme...

Mais le blues français se nourrit aussi d'autres raisons, plus concrètes. Si faire société, c'est penser faire partie d'un même ensemble, accepter des droits et des devoirs mutuels, nous n'allons pas très bien : certains rêvent d'autres horizons, où l'impôt sur la fortune n'existe pas, tandis qu'une partie de la jeunesse, victime d'un chômage massif, se voit refuser les moyens de son intégration. L'écart se creuse entre la promesse d'égalité des chances, au cœur du pacte républicain, et un quotidien marqué par les inégalités et les discriminations.

Plus inquiétant encore, on voit mal quel mouvement social pourrait porter une sortie par le haut : l'hédonisme consumériste est devenu la valeur dominante. Le droit au bonheur individuel, hérité du libéralisme des Lumières, a dégénéré sous l'effet du néolibéralisme en une société sans liens, où le droit à la différence et la tolérance, dans l'ordre idéologique, ont pour corollaire la guerre de tous contre tous, dans l'ordre économique.

Notre société urbaine, où le salariat est devenu le sort de l'immense majorité, a pour partie réalisé le rêve du socialisme : celui d'une société sans classes, non que les classes aient disparu, mais que le sentiment d'en faire partie s'est dissous dans d'autres attachements communautaires qui laissent la société sans réelle dynamique, sans projet autre que l'organisation de la cohabitation entre groupes divers. Au point que ce qui nous unit aujourd'hui semble désormais la peur de l'autre, du Chinois ou de l'Indien qui nous prend nos emplois, d'une Europe qui fait pénétrer le grand vent du libéralisme au lieu de nous en protéger. La France d'aujourd'hui se définit trop souvent contre, sans savoir vraiment quel projet positif proposer qui fasse sens pour tous. La République serait ainsi bien mal en point.

De fortes attentes

Rien n'est tout à fait faux dans ce tableau, mais rien n'est tout à fait vrai. Commençons par jeter un coup d'oeil dans le rétroviseur pour éviter toute nostalgie inutile. Si le jugement porté sur l'état de la société française est souvent si négatif, c'est aussi que nos attentes n'ont jamais été aussi fortes. L'avènement d'une société d'individus n'a pas fait disparaître l'aspiration à voir se réaliser concrètement les promesses écrites au frontispice de nos monuments publics - Liberté, Egalité, Fraternité -, comme en a encore témoigné, en ce printemps 2006, la mobilisation massive des jeunes et des moins jeunes contre le contrat première embauche.

La montée des inégalités est aujourd'hui d'autant plus insupportable que l'égalité des hommes et des femmes est désormais considérée comme un fait établi par tous. Et, dans les faits, il y a probablement bien moins de distance sociale entre le baron Seillière et ses salariés qu'entre son ancêtre du comité des Forges et le mineur de Courrières.

Certes, le chômage, la précarité et l'angoisse de l'avenir rongent objectivement notre société, mais le modèle social français n'a pas non plus les résultats catastrophiques qu'on se plaît à dépeindre, à commencer par le système de protection sociale qui en constitue un des éléments majeurs : certains lui reprochent son coût, sachant qu'il se révèle incapable de résorber la pauvreté, oubliant au passage que les sommes qu'il mobilise ne sont que secondairement affectées au traitement des inégalités stricto sensu, mais servent d'abord à assurer une retraite décente à des millions de personnes âgées, à délivrer à tous des soins dont la qualité est sans commune mesure avec ce dont on n'aurait pas osé rêver il y a seulement quelques décennies, et à aider les familles à élever leurs enfants.

Difficile surtout d'estimer au bord de la rupture une société dont les membres acceptent, en râlant certes, mais acceptent tout de même, de mettre en commun 45 % des richesses produites chaque année pour redistribuer du revenu et, surtout, pour produire les services collectifs nécessaires au bon fonctionnement de la maison commune. La nation demeure un espace de solidarité acceptée sans équivalent : rappelons que le budget européen plafonne toujours à 1 % du produit intérieur brut (PIB) commun et, au niveau mondial, l'aide internationale peine à dépasser 0,3 % du PIB mondial. La société française et sa République ne se portent donc pas si mal que ça. Elles ont surtout besoin d'un sérieux ravalement.

L'idéal républicain

La France, comme toutes les nations qui rassemblent des citoyens qui ne se pensent pas comme de même origine, a dû fonder son unité sur un projet commun, faute d'une essence qui lui serait propre. C'est ce qui fait sa force et ce qui la rend fragile. Elle partage cette situation avec quelques autres pays, à commencer par les Etats-Unis, à ceci près que ce pays est essentiellement peuplé d'immigrants, ce qui donne tout son sens au contrat social fondateur et renforce la tolérance américaine aux inégalités. La France, en revanche, réunit d'abord des peuples autochtones ; l'Etat a donc constamment le devoir d'assurer la validité et la sincérité du contrat social, en assurant la cohésion sociale.

Si la France a pu se constituer en rassemblant des Alsaciens, des Basques, des Savoyards, des Flamands, des Franc-comtois, des Occitans ou des Bretons, sans parler même des Corses, c'est qu'une autorité commune s'appliquait en tous lieux. C'est aussi que la République portait des valeurs à vocation universelle, de nature à unifier sinon le peuple, tout au moins ses élites et ses représentants.

En revanche, affirmer face au prolétaire sans ressource qu'il est un citoyen à l'égal du riche bourgeois et qu'ils sont tous deux partie d'une même société est loin d'être évident, tant les faits ont longtemps démenti la promesse de liberté et d'égalité entre citoyens portée par la République. C'est ainsi que l'internationalisme porté par le mouvement socialiste d'avant 1914 a pu revendiquer, non sans légitimité, d'être le véritable héritier des idéaux universalistes de 1789, contre l'Etat-nation inégalitaire et belliciste qui s'incarnait alors dans la République bourgeoise. « L'ennemi est dans notre pays », « nos balles sont pour nos propres généraux », disent les paroles de l'Internationale.

Le mouvement socialiste n'empêchera pas la Première Guerre mondiale. Car, entre-temps, la IIIe République, aura su intégrer le peuple à la nation. En assurant l'éducation de tous dans la langue de l'Etat, en garantissant les grandes libertés qui permettent enfin à la société civile de s'affirmer (liberté de la presse, droit d'association) et en développant un début de législation sociale mettant un minimum d'égalité entre capital et travail (liberté syndicale, droit de grève, loi sur les accidents du travail, etc.).

Les trahisons des élites

Le rapport du peuple à la nation est d'autant plus complexe que nos élites, confrontées au mouvement populaire, ont souvent choisi de trahir pour se maintenir : émigrés de la Révolution, Versaillais de 1871, bourgeois préférant « Hitler au Front populaire » en 1940. Résultat : la défense de l'idée nationale s'est confondue à maintes reprises avec celle des idéaux égalitaires et universalistes de la République. Et c'est parce que la gauche française pense incarner par nature le message universaliste de la Révolution, à la différence d'élites sans attaches, qu'elle a pu s'autoriser des dérives chauvines sans penser que cette attitude puisse être le symptôme d'une crispation nationaliste. L'histoire du Parti communiste en témoigne, comme plus récemment, les discours d'une partie des défenseurs du « Non » au traité constitutionnel européen, qui pensaient sincèrement que le modèle républicain français était l'alternative au libéralisme dont l'Europe a besoin.

La République s'est pourtant montrée souvent bien oublieuse de ses principes : si le droit du sol s'est plus souvent imposé que le droit du sang dans les règles changeantes d'attribution de la nationalité, c'était un peu en raison d'une idée de la nation à la Ernest Renan [1] Mais c'était aussi que l'Etat-nation avait besoin d'hommes pour produire ou pour faire la guerre. Le droit du sol servira d'abord à nourrir les tranchées de 14 ou les usines. Et cette même République, celle de la déclaration des droits de 1789, qui colonise l'Afrique et l'Indochine, impose le travail forcé et met en œuvre un apartheid légal en Algérie, opposant les Français musulmans aux autres... Une histoire qui pèse son poids dans les difficultés d'intégration d'une partie de notre jeunesse.

La mondialisation a bon dos

Faire société n'est donc jamais donné. Et le problème se pose aujourd'hui dans les mêmes termes qu'hier : dans une nation construite comme l'est la France, l'idée nationale et son incarnation dans le projet républicain n'ont de sens que si la distance qui sépare la promesse égalitaire et la réalité vécue par les citoyens demeure suffisamment limitée pour que nul ne puisse la considérer comme un mensonge, sinon une arnaque.

La mondialisation, parce qu'elle rapproche le lointain et éloigne le voisin, offre aujourd'hui aux élites une nouvelle occasion de trahir. Un nouvel épisode où les délocalisations sont instrumentalisées par les dominants comme les canons prussiens le furent hier par Thiers. La contrainte extérieure est désormais invoquée pour imposer un ajustement structurel inégal. Le mot réforme n'a plus le sens de progrès dans le consensus, mais est devenu l'habillage des « nécessaires adaptations au monde qui vient », comme si l'entrée dans la modernité passait nécessairement par une régression sociale.

La mondialisation a ici bon dos, en ce sens qu'elle permet de cacher sous le boisseau le conflit persistant entre groupes sociaux pour le partage des richesses et du pouvoir, via une mise en avant du conflit qui oppose l'intérieur et l'extérieur. Comme en 1914, nous serions désormais en guerre, et l'heure serait au « patriotisme économique ». Finies les querelles subalternes, serrons les rangs ! De même que l'employeur utilise aujourd'hui les exigences du client pour justifier les contraintes imposées à ses salariés, nos dirigeants invoquent la concurrence internationale pour justifier des réformes inacceptables, au nom de l'intérêt national. Lsur l'extérieur se fait sur le mode de la punition, comme s'il nous fallait désormais devenir raisonnable, après avoir mangé notre pain blanc.

Réinventer un projet républicain

Ce discours n'est évidemment pas audible, alors que chacun est le témoin de l'opulence dans laquelle vivent les plus aisés, de la richesse du pays et de ses capacités productives. Certains, à droite de l'échiquier politique, imaginent aujourd'hui que la pression de la mondialisation et l'affaiblissement des formes anciennes de contestation du capitalisme, liées à la montée de l'individualisme, autoriseraient une gestion toujours plus inégalitaire de la société. C'est prendre un gros risque. La montée de l'extrême droite, observée depuis vingt ans, en témoigne. L'absence de perspectives et les résultats décevants des deux septennats de François Mitterrand ont encouragé un repli sur soi qui a trouvé son exutoire dans une demande d'autorité, de retour à l'ordre.

Croire qu'on sortira de cette situation en proposant un cocktail à la Bush, fait d'autoritarisme politique et de néolibéralisme économique, est tentant pour la droite. N'est-ce pas le moyen de satisfaire l'égoïsme fiscal de ses clientèles privilégiées, tout en répondant aux peurs supposées d'une partie des classes populaires ? Le résultat obtenu par Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 (19,9 %) montre les limites du raisonnement.

Tout l'enjeu est au contraire de conserver les acquis de l'individualisme en matière de libertés et d'autonomie des individus (à commencer par celle acquise par les femmes), tout en renforçant la cohésion sociale du pays et en rebâtissant les solidarités, de telle manière que les évolutions du monde ne soient plus perçues comme une menace, comme un instrument au service d'une régression, mais comme un défi à relever par l'ensemble du pays. Rien ne sert de défendre l'idée de nation et de patriotisme, pour ne pas la laisser à l'extrême droite, si on ne fait rien, dans le même temps, pour couper les racines du mal.

Le défi aujourd'hui pour tous ceux qui récusent le libéralisme autoritaire est de réinventer un projet républicain qui allie les valeurs d'égalité et d'universalité qui sont les siennes. En commençant par les chantiers prioritaires - école, logement, emploi - qui peuvent être menés à bien dans le cadre national. De quoi cesser de rêver à un bonheur passé fantasmé et d'opposer solidarité et ouverture. Car si beaucoup de choses peuvent être réglées dans l'espace de la République, d'autres doivent être prises en charge au niveau européen, voire mondial, qu'il s'agisse de la politique économique ou du risque climatique. C'est pourquoi le sentiment d'appartenance à la nation que pourrait refonder une république plus solidaire n'a pas vocation, aujourd'hui comme en 1789, à exclure d'autres sentiments d'appartenance. Bien au contraire, la priorité donnée au ravalement du modèle français nous permettrait de nous penser plus aisément citoyen d'Europe et du monde

Texte tiré d'Alternatives économiques, hors-série n° 69, 2006.

[1]Philosophe et historien français de la fin du XIXe siècle, théoricien d'une conception de la nation fondée sur le partage de valeurs communes.

-
- Emplacement :
 - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Liberte-Egalite-Autonomie>